

AVEC DENIS MARION



LA DÉMARCHE PRENDRE SOIN DE NOTRE MONDE POUR SENSIBILISER LES MUNICIPALITÉS ET PARTAGER LES PRATIQUES

PAR DENIS POULET

Coordonnée par la direction générale de la santé publique du ministère de la Santé et des Services sociaux, le réseau des Tables intersectorielles régionales sur les saines habitudes de vie, Avenir d'enfants, Québec en Forme et quelques autres partenaires nationaux, la démarche *Prendre soin de notre monde* se déploie dans tout le Québec depuis quatre ans. Pour savoir de quoi il retourne, *Agora Forum* a réalisé une entrevue avec Denis Marion, consultant auprès de Québec en Forme, et à ce titre membre de l'équipe de coordination de la démarche *Prendre soin de notre monde*, et maire de Massueville.



**Prendre soin
de notre monde**

Agora Forum : En 2014, la démarche *Prendre soin de notre monde* est venue s'ajouter à une panoplie de politiques et de programmes visant à améliorer la santé et le bien-être des Québécois. Tout d'abord, c'est une formule un peu curieuse. « Prendre soin » n'évoque-t-il pas les soins de santé? Et « notre » monde, c'est le monde de qui?

Denis Marion : Cette démarche s'adresse nettement au milieu municipal. Pour comprendre le sens de la formule, il faut mettre les choses en contexte. Il n'y a pas si longtemps, on aurait pu dire que les municipalités prenaient soin de leurs infrastructures. Les services municipaux étaient prioritairement consacrés aux

infrastructures, on prélevait des taxes sur la propriété pour les entretenir et les améliorer. Mais depuis la fin des années 90, le champ d'activités des municipalités s'est élargi : à la sphère économique, puis à la sphère sociale. Le monde municipal a ainsi beaucoup évolué depuis 20 ans. Et en juin 2017, les municipalités sont devenues des « gouvernements de proximité ». Les services municipaux sont ainsi passés de « services à la propriété » à « services à la population ».

AF : Et la santé dans tout ça?

DM : Les soins de santé, c'est bien sûr un service à la population, mais ça ne

dépend pas du monde municipal car on pense plutôt curatif en cette matière. Or, il y a de nouveaux enjeux liés aux maladies chroniques et, avec le vieillissement de la population et l'augmentation de l'espérance de vie, les soins de santé coûtent de plus en plus cher. En même temps, on sait que la génération née après l'an 2000 risque d'avoir une vie plus courte que celle des générations précédentes. Les habitudes de vie vont réduire leur espérance de vie.

Ce phénomène n'est pas propre au Québec, il touche tous les pays industrialisés, mais le gouvernement du Québec s'est inquiété de la situation et a élaboré un plan d'action sur les habitudes de vie au début des années 2000. De là ce mouvement en faveur des « saines habitudes de vie ». Il faut savoir que ce mouvement est une initiative du réseau de la santé publique, mais qu'elle est appuyée par de très nombreux partenaires partout au Québec. Il y a quelques années, on comptait plus de 4000 organisations partenaires partout sur le territoire du Québec! Il y a là une logique de santé publique qui accorde autant d'importance à la prévention qu'aux soins proprement dits, c'est-à-dire le curatif.

AF : Très bien, mais quel est le rôle des municipalités? Le mouvement des saines habitudes de vie n'incite-t-il

pas davantage les individus à corriger ou améliorer leurs habitudes pour être en meilleure santé? En quoi les municipalités peuvent-elles peser sur les choix individuels en cette matière?

DM : Les gens sont de plus en plus conscients des habitudes de vie qui nuisent à leur santé. Ils sont peut-être prêts à faire davantage d'exercice ou à mieux manger, mais encore faut-il qu'ils puissent le faire. Celui ou celle qui prend sa santé en main peut se buter à des obstacles environnementaux, se trouvant limité dans sa liberté de choix. C'est bien beau vouloir marcher ou courir pour se mettre en forme, mais les voies de circulation très passantes peuvent constituer une entrave. C'est bien beau vouloir mieux manger, mais y a-t-il des commerces qui offrent des aliments frais et sains à proximité?

Or, qui peut agir le plus sur les environnements? C'est la municipalité, car elle crée elle-même des environnements en vertu, par exemple, de ses politiques d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Et celles et ceux qui connaissent le monde municipal savent combien les municipalités sont actives dans les domaines du loisir, de la sécurité publique, des infrastructures, du transport et de l'environnement.

En outre, la municipalité est proche des citoyens. Récemment, en 2016, le gouvernement du Québec adoptait sa Politique gouvernementale de prévention en santé qui vise à l'amélioration de la santé et de la qualité de vie de la population. Et ça passe ainsi par un partenariat avec le monde municipal. Ce plan vise prioritairement trois milieux de vie : la petite enfance, le milieu scolaire, enfin le quartier, la ville ou le village. Offrir des environnements favorables à la santé et à la qualité de vie s'insère donc facilement dans les responsabilités de l'administration municipale.

AF : Et que vient faire Prendre soin de notre monde dans cette perspective?

DM : Prendre soin de notre monde, c'est d'abord une vision commune. Ce n'est pas un programme ou une politique qui s'ajoute aux autres. C'est un carrefour, un lieu de partage d'informations et d'expériences, un forum permanent si on veut. C'est une invitation à une foule de partenaires à travailler ensemble.

Issue de la réflexion d'un comité de travail créé et mandaté en juin 2014 par la Table de coordination nationale de santé publique — on voit ici le lien direct avec la santé —, cette démarche a évolué depuis quatre ans.



CONSULTANT EXPERT EN RÉFRIGÉRATION ET EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Services spécialisés pour les arénas et les centres de curling

- Demande de subvention du MELS
- Devis de performance électromécanique
- Mise en service (ingénieurs certifiés par BCA)
- Appuis financiers (HQ, Énergir, ÉcoPerformance)
- Remise en service (ingénieurs certifiés par RNCan)
- Suivi de la performance énergétique
- Cote ENERGY STAR

— MTL
Louis Vincent
Bur. 450-965-1555 p. 510
Cell. 514-891-4878
louis@tst-inc.ca

— QC
Julien Milot
Bur. 418-803-7399 p. 570
Cell. 581-988-8630
julien@tst-inc.ca

www.tst-inc.ca



Nous souhaitons échanger et discuter avec les différentes équipes du monde municipal, mais en particulier avec celles du monde du loisir, du monde de l'urbanisme (et de l'aménagement du territoire) et des élus. L'objectif premier, c'est d'aider les acteurs du monde municipal à bien voir à quel point les gestes qu'ils posent peuvent avoir un impact sur la santé de leurs concitoyens.

Il y a déjà une grande ouverture du milieu municipal. Dans les dernières campagnes électorales, l'automne dernier, il a été beaucoup question de qualité de vie des citoyens dans les discours et les programmes. La qualité de vie est d'ailleurs un concept plus « parlant » que les saines habitudes de vie, mais il les englobe en quelque sorte tout en intégrant d'autres préoccupations comme celles de la petite enfance et de la santé environnementale.

Le comité stratégique de *Prendre soin de notre monde* a actualisé la vision commune récemment. De nombreuses organisations font maintenant partie du comité stratégique qui coordonne la démarche. Nous pouvons compter bien sûr sur la présence du réseau de la Santé publique, mais aussi sur celle de Québec en Forme, d'Avenir d'Enfants, de Capsana, du Carrefour action municipale et famille, du Réseau québécois des villes et villages en santé. On peut parier que d'autres acteurs importants se joindront à l'équipe dans les prochains mois. En partageant le leadership, ces organisations travaillent à mettre en œuvre des stratégies de sensibilisation et de mobilisation pour que les acteurs de tous les milieux développent de nouveaux partenariats. Il faut qu'ensemble nous parvenions à améliorer nos façons de faire au palier municipal pour tenir compte de ce qui a un impact sur la qualité de vie dans nos milieux.

AF : Comment toutes ces stratégies sont-elles perçues par le milieu municipal?

DM : Une fois que l'on sait qu'il ne s'agit ni d'un nouveau programme ni d'une pression pour élaborer de nouvelles politiques ou investir davantage dans des services, l'accueil est très positif. Surtout que la démarche ne va pas du haut vers le bas. Au contraire, elle cherche à valoriser toutes les expériences et à les partager en permettant à différents organismes de soutenir ces actions dans le cadre des priorités que les acteurs municipaux ont déjà établies. Les élus sont toujours heureux de voir ce qui se fait ailleurs et sont souvent prêts à adapter à leur milieu diverses pratiques qui ont donné de bons résultats ailleurs.

On compte 1133 municipalités au Québec, de toutes tailles. Les modèles et les pratiques en matière de santé, de saines habitudes de vie et de qualité de vie sont nombreux. C'est incroyable, tout ce qui se passe dans chaque milieu.

AF : On peut quand même penser que ça ne va pas de soi. Il y a sûrement quelques bémols dans l'entreprise de sensibilisation.

DM : Oui, l'un des enjeux, c'est la perception d'une augmentation des responsabilités. On peut ressentir un certain essoufflement devant l'ampleur de la tâche. Les services de loisir sont certainement très sensibilisés à tout ce qui touche l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. Les services d'urbanisme ont fait du chemin aussi pour prendre en compte la santé dans les plans d'aménagement.

Du côté des élus, le défi reste important. Même s'ils font preuve d'une grande ouverture, il faut savoir que près de la moitié d'entre eux ne sont en poste que depuis les dernières élections de novembre dernier. Ce qu'il faut surtout promouvoir, c'est la prise de conscience de l'impact de toutes les décisions sur la santé des gens.

AF : Vous êtes en quelque sorte des deux côtés de la clôture. En travaillant

comme consultant pour la démarche *Prendre soin de notre monde* et en étant maire d'une municipalité. Comment conciliez-vous ces deux rôles?

DM : En fait, il n'y a pas vraiment de clôture. Depuis 2005, je suis maire de Massueville, un petit village de 500 habitants près de Sorel-Tracy, et j'ai été amené à assumer différentes responsabilités sur le plan régional à titre d'élu. En parallèle, j'étais — et je suis toujours — actif au sein d'organismes nationaux qui pilotent des dossiers de nature municipale, comme le Réseau québécois des villes et villages en santé. Mon travail de consultant chez Québec en Forme (qui reste un partenaire majeur de *Prendre soin de notre monde*) repose sur toutes ces expériences, dans une perspective de réseautage. Cela dit, je suis convaincu que la démarche *Prendre soin de notre monde* est porteuse, même pour un petit village comme le mien.

AF : Merci, M. Marion.

Une référence (site Internet)

Pour en savoir plus long sur *Prendre soin de notre monde* : <http://prendresoindenotremonde.com/>



Denis Marion est maire de la municipalité de Massueville depuis 2005 et membre du Conseil de la MRC de Pierre-de-Saurel. Il est président du Réseau québécois des villes et villages en santé, et membre du conseil d'administration du Conseil national de santé publique. Il est propriétaire de Gestion Alter Ego, une firme de consultants en gestion de projets et communications créée en 2005.